MOUDJEBEUR

Cette commune est située dans le piémont sud du Tell central algérien à environ 136 km au sud d'Alger et à 58 km au sud de Médéa et à 39 km au sud de Berrouaghia et à 9 km au nord de Boghari.



Climat méditerranéen avec été chaud.

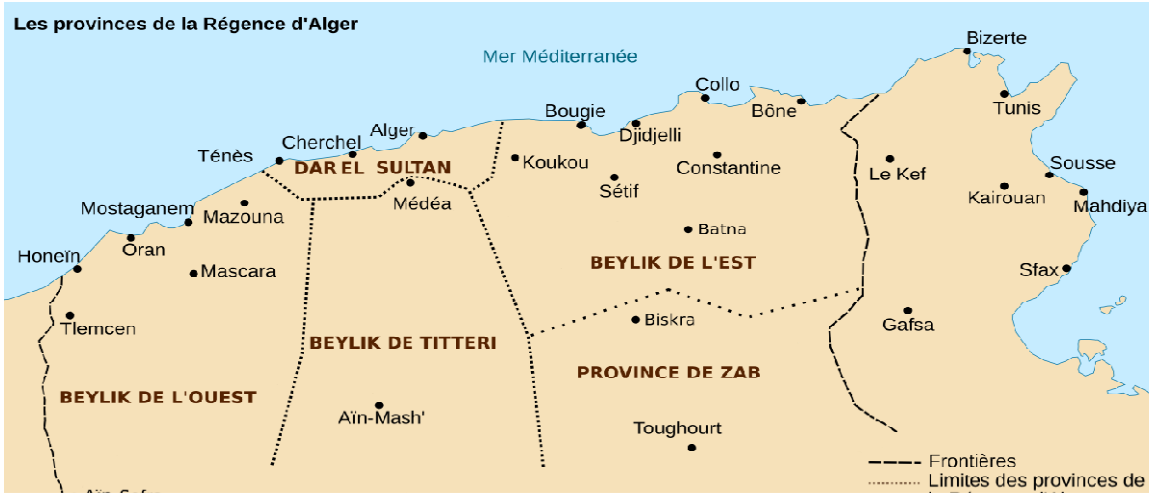
HISTOIRE

Présence turque 1516 - 1830

Après avoir pris Alger en 1516, Arudj Barberousse occupe Médéa en 1517 et y installe une garnison d'infanterie turque avec quelques cavaliers andalous émigrés d'Espagne. Dans le cadre de la régence d'Alger, Médéa devient la capitale du beylik du Titteri, institué en 1547, résidence du bey, adjoint au dey d'Alger.

La Régence d'Alger se trouvait divisée en quatre gouvernements principaux, dont trois, formants les beyliks de Titteri, d'Oran et de Constantine, étaient administrés par de grands feudataires relevant du Dey, sous les ordres duquel restait directement placée (abstraction faite de la Kabylie, qui ne fut jamais réellement soumise) la portion de la province actuelle d'Alger qui est la plus rapprochée de la mer.

La population de ces quatre gouvernements s'élevait à environ 2 700 000 habitants, répartis ainsi qu'il suit, d'après leur origine : Arabes des tribus, 1500 000 ; Kabyles ou Berbères, 1 000 000 ; Arabes des villes, Maures, Juifs, 200 000.



Présence française 1830 – 1962

Alger a été pris le 5 juillet 1830 sans que l'armée arabe, quoique supérieure en nombre, ait pu s'opposer à notre victoire. Les troupes turques contenaient pourtant, dans leurs rangs, des soldats forts disciplinés et quelques chefs à hauteur de leur tâche. Le plus brave des généraux était alors le bey de Titteri : Mustapha Bou-Mezrag, à qui sa vaillance avait fait donner le commandement de l'armée.



Louis De BOURMONT (1773/1846)



Bertrand CLAUZEL (1772/1842)



ABD-EL-KADER (1808/1883)

La haute plaine de Médéa ouverte à la colonisation, la ville de Médéa reçut ses premiers colons en 1840.
En 1843, avait été créé, à la porte des Hauts Plateaux, Boghar, auquel s'ajoutait, en 1856, Boghari.

MOUDJEBEUR (*Source Anom*) : Une bergerie-modèle est établie en 1878, puis un centre de population y est installé en 1905-1908. Il devient le siège de la commune de M'Fatah, créée par arrêté du 8 octobre 1956 dans le département de Médéa. Une section administrative spécialisée porte son nom.

-Auteur : Monsieur Georges BOUCHET -

« MOUDJEBEUR est un centre de peuplement européens tout à fait à part, et pas seulement parce qu'on lui a conservé son nom indigène, et qu'il ne fut jamais le nom d'une commune.
Le lieu-dit Moudjebeur est entré dans l'histoire de France en mai 1841 quand Baraguay d'Hilliers est passé par là en pourchassant le Khalifa d'Abd-el-Kader, El-Berkani, jusqu'à Boghar.



BARAGUAY D'HILLIERS Achille (1795/1878)*



EL-BERKANI (Khalifa de Médéa)

Il se distingua en Algérie, où il fut nommé colonel après la capture d'Alger, en 1830. La même année, il fut lieutenant-colonel du 1er Régiment d'Infanterie Légère. En 1834, il fut nommé vice-gouverneur de l'école de Saint-Cyr de l'école. Il eut à réprimer, en cette qualité, un complot républicain complot qui avait pris naissance dans l'école, à l'instigation du citoyen Guinard. En 1836, il est fait général de brigade, et nommé gouverneur de Saint-Cyr.
Il prend part aux combats de la conquête d'Algérie, où il n'est pas toujours couronné de succès. Il est tout de même promu au grade de général de division le 6 août 1843, et nommé commandant de Constantine. Retiré des listes de l'armée en 1844, il est réintégré en 1847 et nommé Inspecteur-général de l'infanterie.

Sa sévérité légendaire, lors de son passage comme commandant de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, a valu la création d'un prix par les élèves, le Baraguey, décerné chaque année à l'officier supérieur le moins apprécié. Cette attribution se matérialise par une disparition du buste du général Baraguey qui trône au bout du couloir dit « de la pompe » et qui réapparaît dans le bureau du cadre, au moment voulu



« MOUDJEBEUR fut ensuite le nom du dernier caravansérail établi sur la piste du Sud entre Berrouaghia et Boghar. Ce caravansérail perdit de son intérêt en 1856, lorsque fut créé, et doté d'une troupe de tirailleurs, le village de Boghari à l'endroit où le Chélif quitte les hautes plaines steppiques et s'enfonce dans l'Atlas tellien

« Sous le second Empire Moudjebeur hébergea l'une de seize smalas (ou mieux zmoul) d'Algérie : dont trois dans le Titteri (Moudjebeur, Berrouaghia et oued Mamoura près de Sidi-Aïssa). Je rappelle que les smalas de Spahis réunissaient des cavaliers-colons indigènes auxquels on avait attribué des terres comme rémunération ; 10 à 18 hectares selon les régions. Ces Spahis devaient les cultiver et rester à la disposition des autorités françaises pour mener des enquêtes de police dans les douars voisins et sécuriser le trafic sur la grande route près de laquelle ils avaient été systématiquement établis. Ils vivaient en famille sous des tentes qu'ils montaient pas trop loin du bordj construit en dur où logeaient les cadres français et où se trouvaient les écuries. En cas de danger tout le monde aurait pu s'y réfugier. Le bordj de Moudjebeur avait été construit logiquement à la jonction des deux vallées du Chélif et de l'oued Akoum.

« La Smala de Moudjebeur eut une bien triste fin. En janvier 1871 Paris demanda le transfert en France d'un régiment de spahis pour desserrer le siège de Paris par les Prussiens. C'est celui de Moudjebeur qui fut choisi. Or cette mission lointaine et périlleuse, n'était pas conforme au statut particulier de ces soldats-colons. Le 23 janvier ils se mutinèrent, tuèrent un sous-officier et désertèrent avec leurs armes. Après cet épisode on ne rétablit pas la smala de Moudjebeur.

« La troisième République récupéra les bâtiments et les terres destinées à être distribuées pour installer une Bergerie Nationale destinée, sinon à expérimenter, du moins à montrer aux Indigènes, peu intéressés, comment améliorer leurs élevages de moutons. Ce ne fut pas un succès.

« En 1880, la Bergerie fut fermée et ses terres furent destinées à être distribuées à des colons, en concession gratuite, conformément au décret de 1878. Le nouveau centre fut rattaché à la Commune mixte de Boghari.

« Quant au bordj, on suppose qu'il a été vendu et non offert. Il est à l'origine de la vaste ferme appelée Maison Blanche. Elle est assez éloignée du village car les colons ont préféré bâtir leurs maisons en bordure de la route nationale.

« En 1912 est inaugurée la gare de la ligne de Blida à Boghari, prolongée en 1921 jusqu'à Djelfa.[*Fin citation G. BOUCHET*]

RAPPORT PARLEMENTAIRE de 1896

En 1860, la bergerie émigrait à Ben-Chicao ; un peu plus tard à Berrouaghia d'où elle était enfin transportée en 1885 à Moudjebeur. Ce dernier emplacement est l'objet de vives critiques et il est certain que si les crédits que votre Commission vous demande de supprimer étaient maintenus le déplacement de la bergerie s'imposerait quand même. Créée en 1854, la bergerie fut d'abord installée à Taadmit, vallée à environ 50 kilomètres nord de Laghouat. Le premier troupeau était composé de 15 béliers mérinos de Rambouillet et de 600 brebis.

C'est à partir de 1888 que la bergerie de Moudjebeur a commencé à délivrer des béliers aux éleveurs, et les conditions où s'effectue cette remise n'ont pas peu engagé votre Commission à la suppression de cet établissement d'élevage.

Les béliers sont remis gratuitement aux éleveurs ou aux communes qui en font la demande. Ceux-ci les gardent jusqu'au jour où ils deviennent impropres à la reproduction. Ce jour-là, ils doivent les rendre à la bergerie qui les leur remplace toujours sans bourse délier.





D'origine espagnole, cette race a été importée à Rambouillet en 1786. L'acquisition du premier troupeau par Louis XVl fit l'objet d'une clause secrète dans un traité avec l'Espagne. Plusieurs riches éleveurs achetèrent des animaux pour se livrer à leurs propres essais d'acclimatation.
Il n'existe aujourd'hui qu'un seul troupeau en France : celui de la bergerie nationale de Rambouillet, mais cette race a grandement servi au cours du 19ème siècle et de la première moitié du 20e siècle à améliorer les troupeaux français et étrangers.

Pendant l'année 1894, vingt-neuf béliers ont été ainsi distribués. Les dépenses de la bergerie s'étant élevées pendant cette année-là à plus de 100 000 francs, c'est environ 3 500 francs qu'a coûté à l'Etat chaque bélier distribué. Il est vrai que pendant l'année 1895, la distribution de béliers devait être plus nombreuse, mais le prix de revient de chaque bélier n'a pas pu s'abaisser à moins de 700 ou 800 francs par an.

COMMUNE MIXTE

La Commune Mixte est une circonscription administrative rurale de l'Algérie pendant la colonisation française, qui se situe au second niveau de division territoriale après le département, concurremment avec la commune de plein exercice. Cette circonscription de grande taille englobe une population algérienne nombreuse et une population européenne réduite. Apparue dans les territoires sous administration militaire sous le Second Empire, elle fonctionne ensuite en territoire civil sous un statut inchangé de 1875 à 1956.
Sa disparition est organisée par un décret du 28 juin 1956.

COMMUNE MIXTE DE BOGHARI

Elle est créée par arrêté gouvernemental du 25 août 1880 (territoires distraits de la commune indigène de Boghar).



Composition :

.*AZIZ* : Territoire de tribu délimité et constitué en un seul douar par arrêté du 9 novembre 1908 dans la commune mixte de BOGHARI.

Le douar est érigé en commune par arrêté du 8 octobre 1956, dans le département de MEDEA. Une section administrative spécialisée porte le nom de cette commune.

.BOUGHZOUL : **Le territoire de la tribu des ZENAKHA- MAOUCHA est délimité et constitué en un seul douar, nommé BOUGHZOUL, par décret du 19 mai 1869. Il est rattaché à la commune indigène de BOGHAR puis à la commune mixte de BOGHARI en 1880. Le douar est érigé en commune par arrêté du 8 octobre 1956, dans le département de MEDEA. Il a donné son nom à un barrage.**

.CHAHBOUNIA **: Le territoire de la tribu des ABADLIA est délimité et constitué en un seul douar par arrêté du 27 avril 1899. Il est érigé en commune par arrêté du 8 octobre 1956 dans le département de MEDEA. Une section administrative spécialisée porte le nom de cette commune.**

.MOUDJEBEUR **: Une bergerie-modèle est établie en 1878 à MOUDJEBEUR, puis un centre de population y est installé en 1905-1908. Il devient le siège de la commune de M'FATAH, créée par arrêté du 8 octobre 1956 dans le département de MEDEA. Une section administrative spécialisée porte son nom.**

.OULED-ANTEUR **: Territoire de tribu délimité et constitué en un seul douar par décret du 22 avril 1868, dans le cercle de BOGHAR. Il est rattaché à la commune mixte de BOGHARI (26 septembre 1880) et une partie en est distraite au profit de la commune de plein exercice de BOGHAR. La totalité du douar est érigée en commune par arrêté du 8 octobre 1956, dans le département de MEDEA.**

.OULED-HELLAL **: Territoire de tribu rattaché à la commune mixte de BOGHARI (26 septembre 1880), délimité et constitué en un seul douar par arrêté du 15 mai 1896. Il est érigé en commune par arrêté du 8 octobre 1956, dans le département de MEDEA.**

.OULED-MAREUF **: Territoire de tribu délimité et constitué en un seul douar par arrêté du 9 avril 1904. Le douar est érigé en commune par arrêté du 8 octobre 1956, dans le département de MEDEA.**

.OULED-MOKHTAR-GHERABA **: Territoire de tribu délimité par arrêté du 6 février 1904 et constitué en un seul douar nommé SANEG.**

.SIOUF **: Territoire de tribu délimité et constitué en un seul douar par arrêté du 2 août 1905, dans la commune mixte de BOGHARI. Il est érigé en commune par arrêté du 8 octobre 1956, dans le département de MEDEA.**





DEMOGRAPHIE - Sources : Gallica et Diaressaada -

Année 1892 = 2 608 habitants dont 17 européens.
Année 1902 = 4 492 habitants dont 37 européens.
Année 1954 = 6 239 habitants dont 66 européens.

ETAT-CIVIL - Source Anom -

SP = Sans Profession

-Première Naissance (26/12/1886) de ESCODA Jacques (Père *Cultivateur*) ;
-Premier Décès (03/03/1882) de LAGIER J. Joseph (*9 mois*).
-Premier Mariage (04/08/1904) de M. PRAT Pierre (*Mineur natif Aïn-Témouchent*) avec Mlle PALACIOS Joséfa (*SP native SIG –Algérie*) ;

Mariage relevé :

1899 (29/07) de PETREQUIN Charles (*Garde natif de Zéralda-Algérie*) avec Mlle PEGNES Henriette (SP *native d'Alger*) ;

Naissances relevées :

(Profession du Père)

(1890) AUYR Annita (*Jardinier*) ; (1893) AUYR Marie (*Jardinier*) ; (1890) COUPUT André (*Directeur*) ; (1892) FABRE Louis (*Employé*) ; (1888) JOACHIN Emile (*Jardinier*) ; (1888) JOACHIN Emilie (*Jardinier*) ;

La sous-préfecture de Médéa est créée le 13 octobre 1858.

-Source : France-Archives -

L'arrondissement s'étend de l'Atlas tellien à la région des hauts plateaux algérois. Les précipitations, sous forme de pluies torrentielles copieuses et brutales, y entraînent une forte érosion ; or, la population tire ses ressources de la culture et de l'élevage. Bien que supprimé entre 1865 et 1879, l'arrondissement s'agrandit petit à petit, et passe de 4 communes en 1858 à 14 communes, 3 communes mixtes et 3 centres municipaux (en 1953). Au nombre de 4, les sociétés agricoles de prévoyance encourageaient l'agriculture.

La population est en 1948 de 218 371 habitants, sur une superficie de 14 952 mètres carrés



Monographie de l'arrondissement en1953 :

La région nord, à vocation sylvo-agricole, ne comportait plus que 92 000 hectares de forêt en 1953, résultat d'une surexploitation (boisement de 28 %). La région sud était consacrée aux céréales et au mouton, avec une transhumance (achaba), une végétation présaharienne, et des massifs alfatiers.

Dès 1830, Médéa (à 920 mètres d'altitude) est occupée par les troupes du général Clauzel ; en 1843, le duc d'Aumale fait édifier le camp fortifié de Boghar, et réussit à surprendre la smala d'Abd el-Kader (sur le territoire de la commune mixte de Chellala). Érigée en commune de plein exercice en 1854, Médéa comptait 22 727 habitants en 1948, alors que Boghari en comptait 10 526 et Berrouaghia 10 073.
Les ovins, d'un type robuste et résistant dont la laine était demandée en métropole, représentaient la plus grande partie de l'élevage.
L'industrie était quasi-absente à l'exception des plâtrières.

Les quatre élus à l'Assemblée algérienne (en 1953) étaient également conseillers généraux. Parmi eux, maître Farès (1911-1991), président de l'Assemblée algérienne, et président du conseil général, futur président de l'exécutif provisoire algérien d'avril à septembre 1962.
Parmi les sous-préfets successifs, on notera le tout dernier, Olivier Ricaud, en poste de novembre 1951 jusqu'en 1957.

La sous-préfecture a été transformée en préfecture par le décret du 28 juin 1956, qui justifie la création de ce département nouveau en le qualifiant de département des hauts plateaux, consacré au mouton et à l'alfa, avec quelques vignes autour de Médéa. Ce nouveau département sera constitué de trois arrondissements.

DEPARTEMENT

Le département de MEDEA fut un département français d'Algérie entre 1957 et 1962. Il avait l'index **9E.**

Considérée depuis le 4 mars 1848 comme partie intégrante du territoire français, l'Algérie fut organisée administrativement de la même manière que la métropole. C'est ainsi que pendant une centaine d'années, la ville de Médéa, fut une sous-préfecture du département d'Alger, et ce jusqu'au 20 mai 1957. A cette date ledit département est amputé de sa partie méridionale, afin de répondre à l'accroissement important de la population algérienne au cours des années écoulées.

Le département de Médéa fut donc créé à cette date, et couvrait une superficie de 50 331 km² sur laquelle résidaient 621 013 habitants et possédait cinq sous-préfectures : BLIDA, AUMALE, BOGHARI, BOU-SAÂDA, PAUL-CAZELLES, LAVIGERIE, MILIANA et TABLAT

En 1958, un arrondissement supplémentaire lui est rattaché, celui de Djelfa, constitué du territoire de la commune mixte éponyme, et les arrondissements d'Aumale, de Bou-Saâda et de Tablat en sont distraits pour constituer l'éphémère département d'Aumale.

L'Arrondissement de BOGHARI comprenait 10 centres :

AÏN-BOUCIF ; ARTHUR ; BOGHAR ; BOGHARI ; LETOURNEUX ; MOUDJEBEUR ; REBAÏA ; SIDI-LADJEL ; TAGUINE ; TLELAT DES DOUAIRS.



MONUMENT AUX MORTS *Source* : Mémorial GEN *Web*

Le relevé n°54406 de la Commune mixte de Boghari, mentionne les noms de 334 Soldats « Morts pour la France » au titre de la Guerre 1914/1918 : Aucun n'est natif de Moudjebeur.

Nous n'oublions pas nos Forces de l'ordre victimes de leurs devoirs à BOGHARI ou dans le secteur :

Soldat (*1er RTA*) BIARNAIS J. Pierre (?), tué le24 juillet 1960 ;
Gendarme (*10e LG*) BLANCHARD Raymond (29 ans), enlevé et disparu le 11 juillet 1962 ;
Gendarme (*LG*) DEVILLERS Léon (?), tué le 17 décembre 1954 ;
Sous-lieutenant (*1er RTA*) ISEUX Christian (24 ans), tué le 24 juin 1961 ;
Militaire (?) JALADE François (32 ans), tué le 1 avril 1962 ;
Soldat (?) LENIAUD René (20ans), tué le 3 décembre 1961 ;
Canonnier (*47e RA*) LEPESCHEUX Gaston (21 ans), tué le 30 septembre 1961 ;
Soldat (*2e RI*) MICHEL J. Claude (21 ans), tué le 25 juin 1959 ;
Brigadier (?) ROUSSELLE Maurice (21ans), tué le 4 avril 1961 ;
Canonnier (*Cie support*) SAGEZ Jacques (21 ans), Mort à la suite de ses blessures le 21 décembre 1960 ;

Nous n'oublions pas les victimes innocentes issues d'un terrorisme aveugle mais aussi cruel dans le secteur :

M. ALEMAN Sauveur (42 ans), enlevé et disparu le 5 juillet 1962 ;
M. CHANDO Vincent (24 ans) et son épouse née DEKHICI Simone (20 ans), enlevés et disparus le 19 mars 1962 ;

M. CHILLAUD Claude (36 ans), enlevé et disparu le 30 juillet 1962 ;
Mme DEKHICI née MICHEL Paulette (55 ans), enlevée et disparue le 19 mars 1962 ;
M. ESTACHY Maurice (33 ans), enlevé et disparu le 11 décembre 1956 ;
M. PAGNOUD Raymond (28 ans) peut être enlevé et disparu le 3 Août 1962 (famille nous contacter SVP*) ;
M. PASCAUD R (27 ans ?) peut être enlevé et disparu le 3 Août 1962 (famille nous contacter SVP*) ;

Boualem Sansal a rédigé une lettre depuis sa prison en Algérie :

« Mes amis,
Si cette lettre vous parvient, c'est que malgré les murs, les verrous et la peur, il existe encore des brèches par lesquelles la vérité peut se faufiler. Je vous écris depuis une cellule où l'air se fait rare, où la lumière n'entre que pour rappeler aux prisonniers qu'ils sont toujours en vie, mais jamais libres.
Je ne suis ni le premier ni le dernier à subir l'arbitraire du régime algérien. Ici, la prison n'est pas un lieu exceptionnel réservé aux criminels, mais un outil banal de gouvernance. La dictature enferme comme on respire : sans effort, sans honte. On enferme les journalistes, les militants, les écrivains… et parfois même ceux qui n'ont rien dit, juste pour servir d'exemple.
Ma faute ? Avoir persisté à croire que les mots pouvaient sauver ce pays de ses propres démons. Avoir écrit que l'Algérie ne se résume pas à un drapeau et un hymne, mais qu'elle est d'abord un peuple qui mérite dignité et justice. Avoir refusé que l'histoire se répète, que la corruption et la violence continuent de tenir le haut du pavé.
Je souffre, oui. Mon corps me trahit, la maladie grignote mes forces, et le régime espère que je partirai en silence. Mais qu'ils se trompent ! Ma voix, même enchaînée, ne leur appartient pas. Si elle peut encore atteindre l'extérieur, c'est pour dire ceci : ne croyez pas à leur façade de respectabilité. Ce pouvoir n'est pas un État, c'est une machine à broyer.
À la France, je m'adresse sans détour. Vous avez été ma deuxième patrie, mon refuge intellectuel. Vous qui vous proclamez patrie des droits de l'homme, souvenez-vous que ces droits ne s'arrêtent pas aux rives de la Méditerranée. Les gouvernements passent, les diplomaties calculent, mais les principes, eux, doivent tenir bon. Ne baissez pas les bras, ne sacrifiez pas vos valeurs sur l'autel des intérêts économiques ou des alliances de circonstance.
Je ne demande pas ma liberté par charité, mais au nom de ce qui fonde toute société humaine : la justice. Si vous cédez aujourd'hui devant un régime qui se croit intouchable, demain, d'autres prisons se rempliront, d'autres voix s'éteindront.
Aux Algériens, mes frères et sœurs, je dis : tenez bon. La peur est une prison plus vaste que celle où je me trouve, et elle est plus difficile à briser. Mais je sais qu'un jour, le mur tombera. Les dictateurs finissent toujours par tomber.
Quant à moi, je continuerai à écrire, même si mes pages restent cachées sous ce matelas de prison. Car l'écriture, c'est la seule liberté qu'ils ne peuvent pas confisquer, et c'est par elle que nous survivrons."
Boualem Sansal
Prison d'El-Harrach, Alger

SYNTHESE réalisée grâce aux Auteurs précités et aux Sites ci-dessous :

http://encyclopedie-afn.org/Accueil
https://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1898_num_7_31_18092
https://francearchives.gouv.fr/fr/findingaid/242e03eae7339205e5e872968a6cce4d88197c98
http://diaressaada.alger.free.fr/k-Eglises/Medea-Orleansville.html
http://tenes.info/nostalgie/BOGHARI

BONNE JOURNEE A TOUS

Jean-Claude ROSSO [jeanclaude.rosso3@gmail.com]